

**Forum économique mondial - Les
perspectives économiques de
l'Afrique en 2018 - Intervention de
M. Jean-Yves Le Drian, ministre de
l'Europe et des affaires étrangères**
(Davos, 25 janvier 2018)

- Seul le prononcé fait foi -

Mesdames et Messieurs,

Je suis très heureux d'avoir été invité à m'exprimer devant vous sur les perspectives économiques de l'Afrique en 2018. Vous le savez, les Français ont une affection toute particulière pour ce continent, pour sa diversité et sa richesse culturelle, économique et humaine.

Sur tous ces plans, l'Afrique regorge d'atouts et d'opportunités. D'un point de vue économique d'abord, avec une croissance moyenne supérieure à 5% durant la dernière décennie, le continent africain représente un formidable potentiel. Certains pays, tels la Côte d'Ivoire, l'Ethiopie ou la Tanzanie ont même affiché une croissance supérieure à 6%. La période récente est certes plus difficile, avec des taux de croissance plus modestes et surtout un niveau d'endettement qui progresse alors que les besoins en infrastructures restent très importants. Toutefois, certains de nos partenaires-clés, comme le Nigeria et l'Afrique du Sud, qui sont déjà des géants économiques, repartent de plus belle.

Nous voulons accompagner ces dynamiques de fond ; elles représentent autant de défis pour nous tous, afin de répondre aux besoins d'investissements et aux transformations des modes de vie continent. Je pense notamment à l'enjeu majeur que représente la ville durable : le prochain Sommet Afrique France qui se tiendra en 2020 en fera sa priorité. Cette croissance correspond aussi l'émergence d'une classe moyenne et d'une foule d'entrepreneurs dynamiques, pleinement insérée dans les réseaux d'affaires internationaux, de Washington à Pékin, en passant par Paris. Nous devons en tenir compte. Cette classe moyenne est souvent un acteur de premier plan dans le développement de nos liens bilatéraux. Elle s'engage aussi dans le renforcement de la gouvernance et de la transparence de la vie publique, deux facteurs qui sont des moteurs des investissements publics étrangers.

Quelque 40.000 entreprises françaises exportent actuellement en Afrique. Ce ne sont pas uniquement des grandes ou de très grandes entreprises, même si le savoir-faire français se mesure aussi à l'aune du succès de ces dernières, à l'exportation comme dans leurs projets d'investissements.

Quelques exemples à ce propos. En Zambie, un groupe français (Razel-Bec) rénove une partie du barrage de Kariba sur le Zambèze et un consortium français (Total, Engie, Meridiam, Proparco) investit dans la géothermie à Metahara, en Ethiopie. Le positionnement de nos entreprises sur des projets tels que le TER de Dakar au Sénégal, la ferme éolienne de Lüderitz en Namibie ou encore le barrage Ruiru II au Kenya démontre notre capacité à proposer des offres intégrées qualitatives, accompagnées de solutions de financement innovantes et responsables, en lien avec les pays d'accueil, mais aussi le plus souvent avec des partenaires étrangers.

Le président de la République l'a exprimé clairement dans son intervention à Ouagadougou le 28 novembre dernier : la France renouvelle sa relation avec le continent africain, dans sa pluralité et sa complexité. Il a notamment mis l'accent sur la jeunesse africaine qui est un vivier de compétences. Pour accompagner ce mouvement, le président Macron a donc lancé des travaux sur la révision de nos instruments au service de cette politique ambitieuse.

Tout d'abord, les instruments de soutien aux PME et ETI africaines. Nous souhaitons faciliter leur émergence et que leurs relations avec notre propre tissu industriel se consolident rapidement.

Le groupe AFD, via sa filiale Proparco, va accroître ses prises de participation directes sur des projets des start ups, notamment dans l'économie numérique. Un autre instrument est le développement des outils de BPIFrance comme le fonds de fonds sur PME/ETI africaines. Je précise que l'ensemble des instruments financiers développés par le groupe AFD en coopération avec BPI France et avec l'appui du Fonds AFD/CDC Infrastructures, dont le premier projet africain a été approuvé fin 2017, s'élève à plus d'un milliard d'euros d'engagements. Nous en attendons par ailleurs un effet levier significatif.

Le passeport "talent" est une autre mesure à laquelle nous accordons beaucoup d'importance, même si elle est encore trop méconnue. Nous avons développé ce dispositif innovant pour faciliter la mobilité légale des jeunes diplômés, des salariés d'entreprises innovantes, des travailleurs souvent hautement qualifiés, des chercheurs, mais aussi des sportifs, des artistes et des intellectuels. De cette manière, ils peuvent enrichir leur parcours professionnel d'une expérience sur le territoire français. Pour le moment, à part quelques pays comme Maurice, l'Afrique du Sud, le Cameroun, le Sénégal ou la Côte d'Ivoire, cet instrument n'a pas encore donné toute sa mesure, puisque sur 12 477 passeports "talent" délivrés dans le monde en 2017, seuls 492, soit moins de 4%, l'ont été en Afrique subsaharienne. Avant de conclure, je veux insister sur la priorité que représente pour nous l'investissement en faveur de l'éducation et de l'enseignement supérieur en Afrique, conformément d'ailleurs aux objectifs fixés par l'Agenda 2030 pour le développement durable. Je crois que c'est l'une des meilleures manières de soutenir le potentiel du continent. Là aussi les défis sont considérables si l'on se rappelle que l'Afrique est le continent le plus jeune du monde. La jeunesse africaine, je pense notamment aux jeunes filles et aux femmes, a besoin d'un enseignement et de formations de qualité, qui répondent à ses aspirations et qui soient en phase avec les évolutions du marché du travail. À cet égard, le Niger a pris une mesure exemplaire que nous soutenons. C'est aussi pourquoi le président Macron co-présidera à Dakar, avec le président Macky Sall, les 2 et 3 février prochains, la conférence de financement du Partenariat mondial pour l'éducation. Le savoir et la formation, ce sont les meilleurs accélérateurs de développement et d'émancipation ; c'est aussi le rempart le plus efficace contre la marginalisation et l'absence de perspectives pour la jeunesse, des sujets essentiels pour soutenir la croissance et la stabilité africaines demain.

Je vous remercie./.